

Reportage

La crise politique devient violente au Pakistan

mardi 15 mai 2007, par [CHIPAUX Françoise](#) (Date de rédaction antérieure : 14 mai 2007).

ISLAMABAD CORRESPONDANTE

Ouverte le 9 mars par le renvoi du président de la Cour suprême, la crise politique qui secoue le Pakistan a sombré dans la violence à Karachi, où 41 personnes ont été tuées et 150 blessées, samedi 12 et dimanche 13 mai 2007. Les scènes de chaos retransmises en direct, samedi, par les chaînes de télévision privées, dans les rues de la capitale économique, étaient celles d'un pays en guerre. Devant des forces de sécurité impassibles ou absentes, des groupes armés échangeaient des coups de feu au milieu des rues, incendiaient des véhicules, tiraient sur les ambulances ou faisaient le siège pendant trois heures de la station de télévision Aaj TV, dont les responsables appelaient, en vain, les autorités à intervenir.

Bien que moins importante, la violence s'est poursuivie dimanche avec des processions funéraires accompagnées d'échanges de tirs.

Allié du président Pervez Musharraf, le MQM (Muttahida Qaumi Mouvement, parti des réfugiés venus d'Inde lors de la partition du sous-continent en 1947), avait visiblement décidé, avec l'appui des autorités, d'empêcher le renouvellement à Karachi des manifestations de soutien dont avait bénéficié, le samedi précédent, le président suspendu de la Cour suprême, Iftikhar Mohammed Chaudhry, à Lahore. Arrivé samedi à Karachi pour s'adresser aux avocats du Sind, celui-ci n'a pu quitter l'aéroport, les rues menant au centre-ville étant barrées par des camions et voitures mis là par des partisans du gouvernement.

« AVEZ-VOUS UNE RÉPONSE ? »

Les violences de Karachi ont obscurci ce qui devait être, à Islamabad, un grand meeting de soutien au président Musharraf. C'est devant une foule distraite d'environ 50 000 personnes – alors que 500 000 personnes étaient attendues – amenée par des milliers de véhicules payés par le parti du président, la Ligue musulmane (PML-Q), que le président Musharraf s'est contenté de dire que « si vous êtes troublés par ce qui est arrivé à Karachi, arrêtez les protestations ». Le général, qui s'exprimait d'un pupitre protégé par une vitre pare-balles, a exclu l'instauration de l'état d'urgence, précisant : « les citoyens du Pakistan sont avec moi ».

Affirmant que le cas du juge Chaudhry, suspendu par le gouvernement pour « inconduite et abus d'autorité », était examiné par le Conseil supérieur judiciaire, le président a fustigé « les éléments qui essaient de créer des troubles en politisant » l'affaire, dans une claire allusion aux partis d'opposition.

La poursuite depuis deux mois des manifestations en faveur du juge Chaudhry, devenu le symbole de l'opposition au régime militaire, et désormais la violence qui a sévi à Karachi, affaiblissent le président, qui pourrait avoir du mal à maintenir son objectif d'une réélection par les Assemblées

fédérales et provinciales tout en gardant son poste de chef de l'armée.

La manifestation de force faite par le MQM à Karachi prend aussi une dangereuse tournure ethnique. Des renforts ont été envoyés à Karachi, où les forces de sécurité ont reçu l'ordre de tirer à vue sur les émeutiers. Les violences font craindre l'éclatement de la fragile paix civile qui régnait dans cette mégapole de 15 millions d'habitants, véritable chaudron ethnique, et ont rouvert les vieilles blessures entre mohajirs (réfugiés) et pachtounes, qui semblent avoir été les principales victimes des heurts.

« Où allons nous ? Avez-vous une quelconque réponse, monsieur le président ? », s'interroge un commentateur du quotidien The News, faisant écho à l'inquiétude qui s'est emparé du Pakistan.

L'aggravation de la situation restreint les options du général Musharraf, qui tentait de nouer un accord avec l'ex-premier ministre Benazir Bhutto en vue des élections législatives prévues début 2008. La vraie question est toutefois de savoir jusqu'à quand ses pairs, les généraux, le soutiendront.

Chronologie

9 mars : mise à pied pour « inconduite et abus d'autorité » d'Iftikhar Mohammed Chaudhry, président de la Cour suprême ; un autre juge prête serment et M. Chaudhry est gardé en quasi-résidence surveillée dans sa maison, à Islamabad, coupée du monde extérieur.

Les avocats réagissent et décrètent une grève générale qui se poursuit pendant plusieurs jours à travers le pays. Les manifestations de soutien au juge débutent et ne feront que s'amplifier avec bientôt la participation des partis d'opposition.

5 mai : le juge Chaudhry, devenu le symbole de la résistance au régime militaire reçoit, d'Islamabad à Lahore, l'hommage de milliers de Pakistanais venus le saluer aux différentes étapes des 400 km qui séparent les deux villes. « Les nations qui n'apprennent pas les leçons de l'histoire et répètent leurs fautes en paient les conséquences », déclare le juge.

7 mai : revers pour le gouvernement, la Cour suprême suspend les auditions de son ex-président devant le Conseil judiciaire suprême (CJS). Chaque audition du juge donnait lieu à des manifestations de protestations.

12 mai : violentes émeutes à Karachi entre partisans et adversaires du général Musharraf à propos de M. Chaudhry, faisant 41 morts et 150 blessés.

P.-S.

* Paru dans l'édition du Monde du 15 mai 2007. LEMONDE.FR | 14.05.07 | 10h35 • Mis à jour le 14.05.07 | 11h33.